



**Rapport financier semestriel 2015
du groupe EPC**

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2015.....	3
ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	7

Rapport d'activité semestriel 1er semestre 2015

Retour à la rentabilité opérationnelle confirmée
Résultat net en forte hausse à 2.5 M€ sur 6 mois

Le premier semestre 2015 confirme le net redressement de la rentabilité du groupe EPC amorcée fin 2013.

La montée en puissance des pays émergents compense la baisse d'activité enregistrée en Europe.

Le résultat opérationnel du groupe EPC progresse de 30%.

Le résultat net ressort à 2,5 M€ contre 0,8 M€ au 30 juin 2014.

1. Activité Consolidée en retrait de 2,1% sur le premier semestre 2015, malgré une forte croissance sur les pays émergents.

L'**Activité Consolidée** du Groupe (intégrant les entreprises associées) diminue de 2,1% et s'élève à 163,8 M€ contre 167,4 M€ au 30 juin 2014. A taux de change et périmètre constant, elle baisse de 6,1% par rapport à l'activité du premier semestre de 2014.

Cette évolution confirme la tendance constatée sur les trois premiers mois de 2015 sur lesquels avait été enregistrée une baisse d'activité de 4,8%.

Le **Chiffre d'Affaires** semestriel réel, tenant compte des nouvelles normes applicables, s'établit pour sa part à 150,4 M€ contre 157,3 M€ en 2014, en baisse de 4,4%. A taux de change et périmètre constant, le chiffre d'affaires diminue de 7,7%.

En milliers d'euros	S1		Variation		T2	
	2015	2014	Réelle	à taux de change et périmètre constants *	2015	2014
Europe	133 799	143 729	-6,9%	-9,8%	67 780	74 424
Afrique et Moyen Orient	30 044	23 686	26,8%	15,1%	15 289	13 717
Activité Consolidée (yc les co-entreprises)	163 843	167 415	-2,1%	-6,1%	83 069	88 141
Chiffre d'Affaires	150 417	157 291	-4,4%	-7,7%	75 671	81 115

* La variation à taux de change et périmètre constant est calculée en convertissant les chiffres 2014 aux taux de change moyens mensuels de 2015 et en ajoutant (ou en retranchant) aux chiffres 2014 les entrées (ou les sorties) de périmètre.

L'écart entre l'évolution réelle et celle à taux de change et périmètre constant s'explique essentiellement par les écarts de change liés à l'évolution de l'Euro par rapport aux autres devises (notamment USD et GBP). Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur le semestre.

Sur la **zone Europe** l'activité diminue de plus de 6,9% en réel et de 9,8% à taux de change et périmètre constant. Cette baisse est particulièrement marquée en France (-12,1%), et notamment à cause de la démolition. Ce secteur avait atteint en 2014 un niveau d'activité exceptionnel porté par des chantiers d'envergure aujourd'hui achevés ; l'activité a marqué un net recul sur le premier semestre 2015. On assiste néanmoins à une reconstitution plus satisfaisante du carnet en fin de période. Le chiffre d'affaires réalisé dans les explosifs et le forage minage est en retrait. Ce niveau est conforme aux anticipations sur lesquelles était basé le plan de restructuration mis en oeuvre en 2013/2014. L'activité est également en baisse en Scandinavie, suite à l'arrêt des activités sur le contrat Sydvaranger et à la fermeture de la mine de Danemorra.

En revanche, l'activité croît rapidement au Royaume Uni (+6,9%), notamment dans les divisions explosifs et forage-minage qui bénéficient d'une demande en très forte hausse des carrières. L'activité de production d'additifs diesel est à la baisse du fait de la baisse du prix des matières premières, qui est intégralement répercutée sur le prix de vente. Cette baisse est sans impact sur la rentabilité de la société.

Kemek en Irlande réalise également un très bon premier semestre (+13,4%) tout comme KEMEK US aux Etats-Unis (+43,6%) où les ventes se développent très fortement. Le marché italien (+5,6%) bénéficie également d'une certaine reprise économique depuis le début de l'année.

La **zone Afrique Moyen Orient** confirme son dynamisme sur le premier semestre. Son activité progresse de 26,8% en réel et de 15,1% à taux de change et périmètre constant (l'écart entre ces deux chiffres étant imputable aux variations de change sur l'AED, le SAR et le GNF). Cette croissance porte sur l'ensemble des filiales de la zone à l'exception du Gabon, dont le chiffre d'affaires sur le premier semestre 2014 était exceptionnellement élevé, et du Cameroun.

En Guinée comme au Sénégal, l'activité reste soutenue. Les filiales marocaines (+41,9%) bénéficient de l'impact des chantiers du port de Safi et du barrage M'Dez, qui ont démarré en début d'année. La Côte d'Ivoire confirme sa montée en puissance avec un chiffre d'affaires en hausse de plus de 50% par rapport à 2014.

Au Moyen Orient, au-delà de l'impact positif de l'évolution des taux de change sur le niveau d'activité, le fort développement de MCS sur le marché saoudien lui permet de doubler sa contribution par rapport au 30 juin 2014 (+109%) et confirme ainsi les perspectives de croissance attendues.

2. Progression du résultat Opérationnel de 1.4 M€ et du Résultat Net de 1,7 M€

Le **Résultat Opérationnel Courant incluant la part des mises en équivalence** progresse et s'établit à 5,8 M€ à fin juin 2015 contre 5,6 M€ en 2014.

La baisse d'activité constatée dans la démolition et en Scandinavie a eu un impact à la baisse sur le résultat des filiales concernées.

Les efforts de restructuration menés chez EPC France et EPC Italia ont en revanche permis de significativement baisser le point mort de ces sociétés. Dans ce contexte, malgré une activité qui reste faible, les résultats s'améliorent nettement, devenant positifs sur le premier semestre.

Le Maroc après un exercice 2014 difficile renoue avec un très bon niveau de résultat. Le Moyen-Orient affiche également une bonne performance. Chez MCS notamment, la progression des ventes avec des installations désormais pleinement opérationnelles permet de dégager, pour la première fois un résultat nettement positif.

Le **Résultat Opérationnel** du groupe, qui intégrait au 30 juin 2014 des charges non récurrentes pour litige à hauteur de 1,1 M€, est en nette hausse passant de 4,4 M€ sur le premier semestre 2014 à 5,8 M€ à fin juin 2015.

Après prise en compte du résultat financier (-2 M€), et de l'impôt (-1,3 M€), le **Résultat Net** part du groupe enregistre une très forte progression et ressort à 2,5 M€ au 30 juin 2015 contre 0,8 M€ en 2014.

3. Evènements significatifs du semestre écoulé

Transaction définitive sur les procédures DGC

Au dernier trimestre 2014, EPC SA, le mandataire judiciaire à la liquidation de DGC et FC, et les anciens dirigeants de ces sociétés ont conclu un protocole de transaction mettant un terme définitif aux contentieux opposant EPC SA à DGC et FC, d'une part, et EPC à ces anciens dirigeants, d'autre part. (cf. Rapports annuels 2008 à 2013 et, en dernier lieu, rapport sur les comptes semestriels au 30 juin 2014, page 5).

La transaction a été homologuée par un jugement du Tribunal de commerce de Nanterre du 4 février 2015, et exécutée dans les jours qui ont suivi.

Cette transaction définitive s'est traduite par une charge de 999 K€ pour EPC prise en compte sur l'exercice 2014.

Ouverture d'un centre de formation en Angleterre

Un nouveau centre de formation accrédité auprès des autorités Britanniques a été inauguré sur le site EPC UK à Alfreton. Ce centre de formation permet de délivrer des formations qualifiantes aux différents acteurs de la filière explosifs au Royaume-Uni.

Il permet de conforter EPC UK comme l'acteur de référence sur ce marché.

Présence d'EPC pour le premier contrat attribué dans le cadre du redémarrage du projet de tunnel Lyon-Turin

EPC France a été choisi par un consortium associant Spie-Batignolles, Eiffage et des entreprises italiennes pour la fourniture et la mise en œuvre, en technologie Morse®, des explosifs pour le percement d'une descenderie d'une longueur 2,8 km, sur le tracé de la ligne ferroviaire Lyon-Turin, au niveau de Saint Martin la Porte.

Obtention d'une licence au Libéria

Le 1er mai 2015, le groupe EPC s'est vu attribuer, une licence de production, importation, distribution et vente de produits explosifs à usages civils industriels par les autorités du Libéria.

4. Evolution prévisible pour le semestre à venir

Le retour à la rentabilité du groupe se confirme au premier semestre 2015. La diversité de l'implantation géographique constitue un atout sérieux pour assurer la pérennité de cette rentabilité dans le temps.

Le deuxième semestre se présente bien avec notamment une meilleure performance attendue dans le domaine de la démolition.



Etats financiers semestriels Consolidés Résumés

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2015.....	9
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015.....	10
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2015.....	11
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2015.....	12
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2015.....	14

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2015

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2015	30 juin 2014
<i>Activités poursuivies</i>			
Produit des activités ordinaires	5.1	150 417	157 291
Autres produits		410	588
Achats consommés		(70 620)	(76 125)
Autres achats et charges externes	5.2	(34 246)	(36 494)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.3	(18)	1 800
Charges de personnel	5.4	(35 196)	(34 567)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(4 659)	(5 061)
Dotations et reprises de provisions		(813)	(851)
Autres produits et charges d'exploitation	5.5	(1 434)	(1 885)
Part du résultat des mises en équivalence	6.4	1 974	864
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence		5 815	5 560
Résultat sur cession de participations consolidées			
Autres produits et charges opérationnels	5.6	(11)	(1 177)
Résultat opérationnel		5 804	4 383
Coût de l'endettement financier net	5.7	(1 394)	(1 495)
Autres produits et charges financiers	5.7	(560)	(733)
Résultat avant impôt		3 850	2 155
Impôt sur les résultats	5.8	(1 334)	(1 325)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		2 516	830
Résultat net des activités abandonnées	8	(24)	(51)
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		2 492	779
Résultat net – part du groupe		2 477	719
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		15	60

**ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU
30 JUIN 2015**

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net total	2 492	779
Ecart de conversion sur sociétés intégrées globalement	1 627	(328)
Ecart de conversion sur sociétés mises en équivalence	620	529
Variation des instruments financiers	51	(13)
Impôts différés sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	(17)	4
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	2 281	192
Pertes et gains actuariels	2 450	(874)
Impôt différé sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(481)	200
Résultat global	6 742	297
<i>dont quote-part du Groupe</i>	6 545	262
<i>dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	197	35

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2015

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2015	31 décembre 2014
ACTIF			
Ecart d'acquisition	6.1	27 190	26 594
Immobilisations incorporelles	6.2	807	777
Immobilisations corporelles	6.3	71 767	70 412
Participations dans les mises en équivalence	6.4	18 956	18 922
Autres actifs financiers non courants	6.5	7 430	6 644
Actifs d'impôts différés	6.11	8 142	8 566
Autres actifs long terme		127	126
Total actifs non courants		134 419	132 041
Stocks	6.6	26 083	28 050
Clients et autres débiteurs	6.7	103 271	95 496
Créances fiscales		2 958	2 769
Autres actifs courants		3 621	2 781
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.8	12 159	14 236
Total actifs courants		148 092	143 332
TOTAL ACTIF		282 511	275 373
PASSIF			
Capital	6.9	5 220	5 220
Réserves		90 565	84 979
Résultat net de l'exercice – part du groupe		2 477	2 298
Capitaux propres part du groupe		98 262	92 497
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		956	768
Capitaux propres		99 218	93 265
Dettes financières non courantes	6.10	34 138	35 755
Passifs d'impôts différés	6.11	1 848	1 734
Provisions pour avantages aux salariés	6.12	14 783	16 293
Autres provisions non courantes	6.13	14 612	14 296
Autres passifs long terme		70	281
Total passifs non courants		65 451	68 359
Fournisseurs et autres créditeurs	6.14	80 410	83 605
Dettes d'impôt		90	646
Dettes financières courantes	6.10	27 932	19 622
Autres provisions courantes	6.13	5 669	5 624
Autres passifs courants		3 741	4 252
Total passifs courants		117 842	113 749
Total dettes		183 293	182 108
TOTAL PASSIF		282 511	275 373

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2015

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net consolidé		2 492	779
Elim. des parts des mises en équivalence	6.4	(1 974)	(864)
Elim. des amortissements et provisions		4 279	5 193
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(193)	69
Elim. autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(40)	78
Elim. de l'effet d'actualisation		78	435
Dividendes reçus des co-entreprises	6.4.1	1 658	2 109
Elim. des produits de dividendes (hors-groupe)		(12)	(8)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		6 288	7 791
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.8	1 334	1 326
Elim. du coût de l'endettement financier net	5.7	1 394	1 495
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		9 016	10 612
Incidence de la variation du BFR	6.15	(9 533)	(5 742)
Impôts payés		(1 328)	(1 984)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(1 845)	2 886
Incidence des variations de périmètre	6.16		(54)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(4 410)	(3 213)
Variation des prêts et avances consentis		(800)	1 995
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		711	306
Cession d'actifs financiers			37
Dividendes reçus	6.4.1	2	8
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(4 497)	(921)
Augmentation de capital			
Emission d'emprunts	6.10	13 057	8 279
Remboursement d'emprunts	6.10	(8 231)	(6 711)
Intérêts financiers nets versés		(1 362)	(1 694)
Transactions entre actionnaires : acquisitions/cessions partielles			(71)
Dividendes payés aux minoritaires			(15)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		3 464	(212)
Incidences de la variation des taux de change		486	(46)
Variation de la trésorerie		(2 392)	1 707
Trésorerie d'ouverture	6.8	12 255	13 662
Trésorerie de clôture	6.8	9 863	15 369

Les flux de trésorerie présentés ci-dessus incluent les activités abandonnées présentées en page 13.

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net consolidé	(24)	(51)
<i>Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	(24)	(95)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(10)	(143)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		301
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(175)
Variation de la trésorerie	(10)	(17)
Trésorerie d'ouverture	10	64
Trésorerie de clôture		47

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2015

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du groupe	Réserves de conv.	Total capitaux propres Part du groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Total au 31 décembre 2013 retraité	5 220	(2 478)	88 675	(1 470)	89 947	2 093	92 040
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			(648)	191	(457)	(25)	(482)
Résultat net de l'exercice			719		719	60	779
Total des produits et charges comptabilisés			71	191	262	35	297
Dividendes versés			(520)		(520)	(49)	(569)
Variations de périmètre (1)			(19)		(19)	(225)	(244)
Total au 30 juin 2014	5 220	(2 478)	88 207	(1 278)	89 670	1 854	91 524
Total au 31 décembre 2014	5 220	(2 478)	89 046	709	92 497	768	93 265
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			1 846	2 222	4 068	182	4 250
Résultat net de l'exercice			2 477		2 477	15	2 492
Total des produits et charges comptabilisés			4 323	2 222	6 545	197	6 742
Dividendes versés			(937)		(937)	(10)	(947)
Variations de périmètre							
Autres variations (2)			157		157	1	158
Total au 30 juin 2015	5 220	(2 478)	92 589	2 931	98 262	956	99 218

- (1) Les variations de périmètre sont liées à des effets dilutifs ou relatifs d'entités pour lesquelles la méthode de l'intégration globale est maintenue. Au cours de l'exercice 2014, la baisse des intérêts minoritaires s'expliquent principalement par le rachat des intérêts minoritaires des entités EPC Belgique, DGO M³ et Minexplo.
- (2) Les autres variations correspondent à l'impact de l'application d'IFRIC 21 sur les capitaux propres d'ouverture au 30 juin 2015.



Annexe aux états financiers du premier semestre 2015

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE	17
2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2015	17
2.1. Transaction définitive sur les procédures DGC	17
2.2. Présence d'EPC pour le premier contrat attribué dans le cadre du redémarrage du projet de tunnel Lyon-Turin	17
2.3. Obtention d'une licence au Libéria.....	17
3. PRINCIPES COMPTABLES	18
3.1. Principes généraux et normes comptables.....	18
3.2. Recours à des estimations.....	19
3.3. Périmètre de consolidation.....	19
3.4. Evolution de l'information sectorielle.....	19
4. INFORMATION SECTORIELLE	20
4.1. Informations comparatives	20
4.2. Résultats sectoriels	21
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie	22
4.4. Investissements sectoriels	23
4.5. Etat de Passage de l'information sectorielle publiée au compte de résultat consolidé	23
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	24
5.1. Produits des activités ordinaires	24
5.2. Autres achats et charges externes	24
5.3. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	24
5.4. Charges de personnel.....	25
5.5. Autres produits et charges d'exploitation	25
5.6. Autres produits et charges opérationnels	25
5.7. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	26
5.8. Impôt sur les résultats	26
6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	28
6.1. Ecart d'acquisition	28
6.2. Immobilisations incorporelles	28
6.3. Immobilisations corporelles.....	29
6.4. Participation dans les mises en équivalence	30
6.5. Autres actifs financiers non courants	31
6.6. Stocks et en cours.....	32
6.7. Clients et autres débiteurs	32
6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie	33
6.9. Capital	33
6.10. Dettes financières	34
6.11. Impôts différés au bilan	35
6.12. Provisions pour avantages aux salariés	35
6.13. Autres provisions.....	36
6.14. Fournisseurs et autres créditeurs	36
6.15. Besoin en Fonds de Roulement.....	37
6.16. Incidence des variations de périmètre	37
6.17. Engagements financiers.....	38
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	38
7.1. Contrôle.....	38
7.2. Relation avec les filiales.....	38
7.3. Transactions avec des parties liées	38
8. ABANDONS D'ACTIVITES	39
8.1. Arrêt des activités de BFMS.....	39
8.2. Arrêt des activités de nitrokemfor services	39
8.3. Arrêt des activités de EEI.....	39
8.4. STIPS TI.....	40
9. ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	40
10. ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE	40

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le Groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR0000039026) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition,
- Autres activités diversifiées (produits chimiques).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC au 30 juin 2015 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 septembre 2015, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2015

2.1. TRANSACTION DEFINITIVE SUR LES PROCEDURES DGC

Au dernier trimestre 2014, EPC SA, le mandataire judiciaire à la liquidation de DGC et FC, et les anciens dirigeants de ces sociétés ont conclu un protocole de transaction mettant un terme définitif aux contentieux opposant EPC SA à DGC et FC, d'une part, et EPC à ces anciens dirigeants, d'autre part. (cf. Rapports annuels 2008 à 2013 et, en dernier lieu, rapport sur les comptes semestriels au 30 juin 2014, page 5).

La transaction a été homologuée par un jugement du Tribunal de commerce de Nanterre du 4 février 2015, et exécutée dans les jours qui ont suivi.

Cette transaction définitive s'est traduite par une charge de 999 K€ pour EPC prise en compte sur l'exercice 2014.

2.2. PRESENCE D'EPC POUR LE PREMIER CONTRAT ATTRIBUE DANS LE CADRE DU REDEMARRAGE DU PROJET DE TUNNEL LYON-TURIN

EPC France a été choisi par un consortium associant Spie-Batignolles, Eiffage et des entreprises italiennes pour la fourniture et la mise en œuvre, en technologie Morse®, des explosifs pour le percement d'une descenderie d'une longueur de 2,8 km, sur le tracé de la ligne ferroviaire Lyon-Turin, au niveau de Saint Martin la Porte.

2.3. OBTENTION D'UNE LICENCE AU LIBERIA

Le 1er mai 2015, le groupe EPC s'est vu attribuer, une licence de production, importation, distribution et vente de produits explosifs à usages civils industriels par les autorités du Libéria.

3. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. PRINCIPES GENERAUX ET NORMES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en millier d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Conformité aux normes comptables

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2015 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2014.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les comptes présentés sont les états consolidés d'EPC SA ; les comptes sociaux de la précédente clôture au 31 décembre 2014 ont été approuvés par le Conseil d'Administration et déposés au greffe ; les commissaires aux comptes ont émis leur rapport sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31 décembre 2014) ; les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31 décembre 2014) ont été émis sans réserve.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

3.1.2. Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2015 sur l'information financière présentée :

- IFRIC 21 – Droits et taxes

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2015 IFRIC 21. Son application rétrospective sur les comptes au 30 juin 2014 présente un impact peu significatif au regard des comptes présentés. Il n'y a donc pas eu nécessité d'établir des comptes 30 juin 2014 retraités.

3.1.3. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2015 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- les amendements IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables ;

- Les amendements à IFRS 10 et à IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ;
- amendements limités à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement ;
- les amendements IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions des intérêts dans une entreprise commune ;
- IFRS 9 – Instruments financiers ;
- IFRS 14 – Comptes de reports réglementaires ;
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients.

3.2. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- l'évaluation des impôts différés ;
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou suite à de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du premier semestre 2015 n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2014.

3.4. EVOLUTION DE L'INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe a décidé de présenter dans l'information des segments opérationnels la consolidation des sociétés Arabian Explosives, Croda EPC, Kemek, Kemek US, Exor, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée selon la méthode de l'intégration proportionnelle en conformité avec l'information produite dans son reporting interne.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités.

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Les zones sont présentées de la manière suivante :

- Zone 1 – Europe ;
- Zone 2 – Afrique, Moyen Orient.

4.1. INFORMATIONS COMPARATIVES

4.1.1. Produit des activités ordinaires publié, par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014	Variation %
Zone 1 - Europe	133 799	143 729	-6,91%
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	30 044	23 686	26,84%
Total	163 843	167 415	-2,13%

4.1.2. Produit des activités ordinaires à taux de change et périmètre constant

La variation à périmètre et taux de change constant est calculée en convertissant les chiffres 2014 aux taux de change moyen mensuel 2015 et en ajoutant (ou retranchant) aux chiffres 2014 les entrées (ou sortie) de périmètre.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014 retraité	Variation %	30 juin 2014 publié
Zone 1 - Europe	133 799	148 327	-9,79%	143 729
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	30 044	26 095	15,13%	23 686
Total	163 843	174 422	-6,07%	167 415

4.1.3. Résultat opérationnel courant par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Zone 1 - Europe	1 963	4 236
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	3 846	1 916
Total	5 809	6 152

4.1.4. Résultat net consolidé par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Zone 1 - Europe	144	111
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	2 348	668
Total	2 492	779

4.2. RESULTATS SECTORIELS

4.2.1. Zone 1 - Europe

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Produit des activités ordinaires	141 896	151 375
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(8 097)	(7 644)
Produit des activités ordinaires externe total	133 799	143 729
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	1 963	4 236
Résultat opérationnel	1 952	3 061
Charges financières – net	(1 084)	(1 970)
Résultat avant impôts	868	1 091
Impôt sur les résultats	(700)	(947)
Résultat net – activités poursuivies	168	144
Résultat net – activités abandonnées	(24)	(33)
Résultat net total	144	111

4.2.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Produit des activités ordinaires	30 166	23 822
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(122)	(136)
Produit des activités ordinaires externe total	30 044	23 686
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence		
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	3 846	1 916
Résultat opérationnel	3 846	1 916
Charges financières – net	(674)	(499)
Résultat avant impôts	3 172	1 417
Impôt sur les résultats	(824)	(731)
Résultat net – activités poursuivies	2 348	686
Résultat net – activités abandonnées		(18)
Résultat net total	2 348	668

4.3. AUTRES ELEMENTS SECTORIELS INCLUS DANS LE COMPTE DE RESULTAT, SANS CONTREPARTIE DE TRESORERIE

4.3.1. Zone 1 - Europe

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(4 360)	(4 874)
Dot/Rep. aux provisions	(629)	(990)

4.3.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(1 364)	(1 049)
Dot/Rep. aux provisions	(87)	139

4.4. INVESTISSEMENTS SECTORIELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Zone 1 - Europe	4 504	2 590
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	786	1 545
Investissements (incorp. et corp.)*	5 290	4 135

* hors investissements financés par contrat de locations financement (voir note 6.3).

4.5. ETAT DE PASSAGE DE L'INFORMATION SECTORIELLE PUBLIEE AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014								
	Information sectorielle			IFRS 10 et 11			Compte de résultat		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	143 729	23 686	167 415	(3 998)	(6 126)	(10 124)	139 731	17 560	157 291
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	482	382	864	482	382	864
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	4 236	1 916	6 152	(1)	(591)	(592)	4 235	1 325	5 560
Résultat opérationnel	3 061	1 916	4 977	(3)	(591)	(594)	3 058	1 325	4 383
Charges financières – net	(1 970)	(499)	(2 469)	(16)	257	241	(1 986)	(242)	(2 228)
Résultat avant impôts	1 091	1 417	2 508	(19)	(334)	(353)	1 072	1 083	2 155
Impôt sur les résultats	(947)	(731)	(1 678)	19	334	353	(928)	(397)	(1 325)
Résultat net – activités poursuivies	144	686	830	-	-	-	144	686	830
Résultat net – activités abandonnées	(33)	(18)	(51)	-	-	-	(33)	(18)	(51)
Résultat net total	111	668	779	-	-	-	111	668	779

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015								
	Information sectorielle			IFRS 10 et 11			Compte de résultat		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	133 799	30 044	163 843	(4 676)	(8 750)	(13 426)	129 123	21 294	150 417
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	573	1 401	1 974	573	1 401	1 974
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	1 963	3 846	5 809	25	(19)	6	1 988	3 827	5 815
Résultat opérationnel	1 952	3 846	5 798	25	(19)	6	1 977	3 827	5 804
Charges financières – net	(1 084)	(674)	(1 758)	(129)	(67)	(196)	(1 213)	(741)	(1 954)
Résultat avant impôts	868	3 172	4 040	(104)	(86)	(190)	764	3 086	3 850
Impôt sur les résultats	(700)	(824)	(1 524)	105	85	190	(595)	(739)	(1 334)
Résultat net – activités poursuivies	168	2 348	2 516	-	-	-	168	2 348	2 516
Résultat net – activités abandonnées	(24)	-	(24)	-	-	-	(24)	-	(24)
Résultat net total	144	2 348	2 492	-	-	-	144	2 348	2 492

5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Chiffre d'affaires hors retraitement des activités abandonnées	150 417	157 291
Activités abandonnées	-	-
Chiffre d'affaires publié	150 417	157 291

5.2. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Autres services extérieurs	(2 050)	(1 833)
Locations	(6 729)	(6 301)
Prestations générales Groupe (1)	(3 537)	(4 173)
Entretien et grosses réparations	(4 222)	(4 392)
Commissions sur ventes	(691)	(989)
Frais de transport	(6 562)	(7 480)
Frais de déplacement	(3 412)	(3 331)
Intérimaires	(1 635)	(2 296)
Assurance	(1 788)	(1 946)
Honoraires	(1 725)	(1 671)
Autres achats et charges externes	(1 895)	(2 082)
Total des autres achats et charges externes	(34 246)	(36 494)

(1) Prestations de services facturées par des parties liées au Groupe.

5.3. VARIATION DES STOCKS D'EN-COURS ET DE PRODUITS FINIS AU COMPTE DE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Production stockée de biens	150	650
Variation d'en-cours de production de biens	(67)	331
Variation d'en-cours de production de services	(101)	819
Total	(18)	1 800

5.4. CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Rémunérations	(25 022)	(24 460)
Charges sociales	(10 162)	(10 055)
Autres charges ou produits	(12)	(52)
Total charges de personnel	(35 196)	(34 567)

5.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Production immobilisée	448	199
Subventions d'exploitation	142	46
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	6	8
Produits de cession d'immobilisations	729	301
Autres produits d'exploitation	215	158
Total autres produits	1 540	712
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(536)	(293)
Impôts et taxes	(1 767)	(1 672)
Autres charges d'exploitation	(671)	(632)
Total autres charges	(2 974)	(2 597)
Total autres produits et charges d'exploitation	(1 434)	(1 885)
<i>Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations</i>	193	8

5.6. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Frais d'acquisition sur titres de participation		(78)
Frais de restructuration	(11)	(164)
Autres litiges		(935)
Total autres produits et charges non courants	(11)	(1 177)

Au 30 juin 2014, les frais de restructuration sont constitués principalement des coûts liés au plan de restructuration engagé en Italie, le coût est estimé à 0,16 millions d'euros.

Les litiges traduisent l'impact résultat de la transaction définitive sur les procédures DGC.

5.7. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6
Charges d'intérêts	(1 395)	(1 501)
Coût de l'endettement financier net	(1 394)	(1 495)
Pertes de change	(225)	(95)
Gains de change	82	102
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost»)	(288)	(294)
(Charge) / produit de désactualisation des provisions	(250)	(460)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	12	8
Dotations et reprises aux provisions financières	172	44
Autres charges financières	(196)	(263)
Autres produits financiers	133	225
Autres produits et charges financiers	(560)	(733)
Total du résultat financier	(1 954)	(2 228)

5.8. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(1 144)	(1 443)
(Charge) / produit d'impôts différés	(190)	118
Total	(1 334)	(1 325)
Impôts reclassé en activités abandonnées		(1)
Charge (produit) d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(1 334)	(1 326)

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition France et impôt effectif :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat avant impôt et part du résultat des entreprises mises en équivalences	1 852	1 240
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%
Impôt théorique attendu	(617)	(413)
Déficits reportables de la période non activés	(1 214)	(1 110)
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	844	536
Incidence de la variation de taux (report variable)	(7)	11
Différentiel de taux sur résultat étranger	177	75
Autres différences (1)	(517)	(424)
Impôt effectivement comptabilisé	(1 334)	(1 325)

(1) L'impact CVAE s'élève à 287K€ en 2015 contre 332 K€ en 2014.

Au 30 juin 2015, le Groupe a décidé de maintenir la limitation du montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes de l'intégration fiscale française à 3 369K€, soit l'impôt imputable sur les déficits antérieurs calculé sur le bénéfice prévisionnel des quatre prochaines années. Cet impôt imputable tient compte d'une plus-value de cession sur des terrains liée au projet SOLAIRDIRECT.

Au 30 juin 2015, le Groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non-activé d'impôts différés de 17 586K€ au titre des déficits reportables.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	30 juin 2015	31 décembre 2014	Pays	30 juin 2015	31 décembre 2014
Belgique	33,99%	33,99%	Norvège	27%	27%
Espagne	28%	30%	Portugal	21%	25%
France	33,33%	33,33%	Sénégal	30%	30%
Royaume-Uni	20%	21%	Suède	22%	22%
Guinée	30%	30%	Gabon	30%	30%
Irlande	12,5%	12,5%	Arabie Saoudite	20%	20%
Italie	31,4%	31,4%	Cameroun	33%	38,5%
Luxembourg	26,47%	26,47%	Emirats Arabe-Unis	0%	0%
Maroc	30%	30%	Etats-Unis	35%	35%

6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

6.1. ECARTS D'ACQUISITION

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Au 31 décembre 2014		
Valeur brute	28 537	26 712
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 944)
Valeur nette à l'ouverture	26 594	24 768
Variations de périmètre (1)		1 737
Ecart de conversion	596	89
Au 30 juin 2015		
Valeur brute	29 133	28 538
Pertes de valeur cumulées (2)	(1 943)	(1 944)
Valeur nette à la clôture	27 190	26 594

(1) Les variations de périmètre au 31 décembre 2014 sont liées à l'entrée dans le périmètre de la société Dynarol, pour 1,6M€, ainsi qu'à l'entrée de Sigenci, pour 0,1M€..

(2) Les pertes de valeurs cumulées concernent l'UGT démolition.

Tests de perte de valeur – méthodologie

Au 30 juin 2015, la revue des indices de perte de valeur ne remet pas en cause les évaluations réalisées au 31 décembre 2014. Aucune dépréciation supplémentaire n'a donc été comptabilisée.

6.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2015 et 2014.

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développe ment	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2014					
Valeurs brutes	1 315	723	37	1 335	3 410
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 183)	(715)		(735)	(2 633)
Valeur nette au 31 décembre 2014	132	8	37	600	777
Variations de l'exercice					
Acquisitions	46			31	77
Ecart de conversion				11	11
Amortissements et dépréciations	(43)	(1)		(15)	(59)
Reclassements	19			(18)	1
Valeur nette au 30 juin 2015	154	7	37	609	807
Au 30 juin 2015					
Valeurs brutes	1 380	723	37	1 372	3 512
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 226)	(716)		(763)	(2 705)
Valeur nette au 30 juin 2015	154	7	37	609	807

6.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2014					
Valeurs brutes	51 877	111 580	31 552	5 284	200 293
Amortissements cumulés et dépréciations	(21 709)	(82 868)	(25 226)	(78)	(129 881)
Valeur nette au 31 décembre 2014	30 168	28 712	6 326	5 206	70 412
Variations de l'exercice					
Acquisitions	152	2 416	669	1 804	5 041
Variations de périmètre					
Cessions		(510)	(26)		(536)
Ecart de conversion	351	879	110	121	1 461
Amortissements et dépréciations	(503)	(3 109)	(989)		(4 601)
Autres mouvements	1 570	1 091	1 439	(4 110)	(10)
Valeur nette au 30 juin 2015	31 738	29 479	7 529	3 021	71 767
Au 30 juin 2015					
Valeurs brutes	54 306	114 371	33 381	3 099	205 157
Amortissements cumulés et dépréciations	(22 568)	(84 892)	(25 852)	(78)	(133 390)
Valeur nette au 30 juin 2015	31 738	29 479	7 529	3 021	71 767

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Constructions		
Valeur brute	149	136
Amortissements et dépréciations cumulés	(101)	(89)
Valeur nette comptable	48	47
ITMO		
Valeur brute	19 567	18 798
Amortissements et dépréciations cumulés	(13 657)	(13 229)
Valeur nette comptable	5 910	5 569
Autres immobilisations corporelles		
Valeur brute	5 287	4 961
Amortissements et dépréciations cumulés	(4 037)	(4 034)
Valeur nette comptable	1 250	927

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	77	86
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 041	4 117
	5 118	4 203
Elimination des acquisitions d'immo. en contrats de location	(1 292)	(585)
Variation des dettes sur acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles	584	(405)
	(708)	(990)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	4 410	3 213

6.4. PARTICIPATION DANS LES MISES EN EQUIVALENCE

Le Groupe détient des participations dans huit co-entreprises : Kemek, Kemek US, Exor, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée, Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée), Arabian Explosives et Croda EPC.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Valeur à l'ouverture	18 922	17 604
Quote-part du résultat	1 974	2 674
Ecart de conversion	696	1 844
Dividendes	(2 636)	(2 890)
Ecart actuariels		(310)
Valeur à la clôture	18 956	18 922

6.4.1. Réconciliation des « dividendes reçus » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	2	8
Dividendes distribués par les co-entreprises	2 636	2 890
Variation des créances sur dividendes à recevoir	(978)	(781)
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	1 660	2 117

6.5. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Titres de participation	1 710	1 659
Provisions sur titres de participation	(755)	(735)
Valeur nette des titres de participation	955	924
Créances rattachées à des participations (1)	6 338	5 586
Prêts non courants	98	97
Divers	39	37
Autres actifs financiers – valeur brute	6 475	5 720
Total autres actifs financiers non courants	7 430	6 644

(1) Les créances rattachées à des participations sont liées aux avances de trésorerie effectuées à Modern Chemical Services (4 860K€) et à Kemek US (1 478K€).

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Exchem Explosives Ltd	167	152
Exchem transport Ltd	42	39
Exchem Defence Systems Ltd	13	12
Townend farm partnership	135	123
Corse Confortement	27	27
Silex Seguridad	77	77
Siciex	57	57
Compagnie Africaine des Explosifs	72	72
Edilcave Srl	332	332
Société congolaise des explosifs	22	22
ADEX	8	8
ADEX TP	2	2
SME	1	1
Valeur nette des titres de participation	955	924

Ces titres de participation ne sont pas consolidés dans la mesure où les contributions de ces sociétés sont non significatives.

Instruments financier dérivés

Le Groupe EPC a souscrit à des instruments financiers dérivés destinés à convertir des prêts à taux variable en taux fixe. Au 30 juin 2015, la juste valeur de ces instruments financiers dérivés est de (172) K€.

6.6. STOCKS ET EN COURS

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermé- diaires	Marchan- dises	Total
Au 31 décembre 2014					
Valeurs brutes	8 345	844	5 217	15 573	29 979
Provisions cumulées	(367)		(958)	(604)	(1 929)
Valeur nette au 31 décembre 2014	7 978	844	4 259	14 969	28 050
Variations de l'exercice					
Mouvements de BFR	(972)	(124)	106	(1 387)	(2 377)
Dotations nettes aux provisions	8		(135)	(73)	(200)
Variations de périmètre					
Ecart de conversion	262	6	40	302	610
Valeur nette au 30 juin 2015	7 276	726	4 270	13 811	26 083
Au 30 juin 2015					
Valeurs brutes	7 646	726	5 362	14 527	28 261
Provisions cumulées	(370)		(1 092)	(716)	(2 178)
Valeur nette au 30 juin 2015	7 276	726	4 270	13 811	26 083

6.7. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Avances et acomptes	708	675
Créances clients	95 113	83 654
Autres créances (2)	6 596	11 227
Créances fiscales – hors IS	8 177	7 957
Comptes courants (1)	14 339	14 374
Dividendes à recevoir	993	4
Autres	356	178
Total des créances brutes	126 282	118 069
Dépréciation clients et comptes rattachés	(8 531)	(8 093)
Dépréciation des comptes courants et autres (1)	(14 480)	(14 480)
Total des dépréciations	(23 011)	(22 573)
Total des clients et autres débiteurs	103 271	95 496

(1) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.

(2) Les autres créances incluent principalement :

- 5 106K€ de créances cédées au factor non mobilisées ;
- 604K€ d'actifs liés au sur financement du régime Art. 39.

6.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
VMP – Equivalents de trésorerie (1)	3 409	4 441
Disponibilités	8 750	9 795
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	12 159	14 236
Découverts bancaires	(2 296)	(1 981)
Total trésorerie nette	9 863	12 255
Total de la trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés	9 863	12 255

(1) Les équivalents de trésorerie sont composés de placements à très court terme, très liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La valorisation des placements à très court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

Les disponibilités incluent 1 047 K€ nantis chez EPCapRé.

Le Groupe dispose de lignes disponibles dans les filiales, auxquels il faut rajouter 5,1 M€ de ligne de crédit disponible sur des créances cédées à CGA (factor) mais non mobilisées au 30 juin 2015.

6.9. CAPITAL

6.9.1. Actions

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en K€)
Au 30 juin 2015	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2014	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève à 1 740 000 €, soit 25/75^{ème} du capital social.

6.9.2. Dividendes par action

Lors de l'Assemblée Générale ordinaire du 24 juin 2015, les actionnaires du Groupe ont approuvé la proposition de distribution de dividende pour 937 K€ qui a été versé le 10 juillet 2015.

6.10. DETTES FINANCIERES

Dettes financières non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2014	Augmentation	Reclassement courant/ non courant	Juste valeur	Autres	30 juin 2015
Emprunts obligataires	3 940	12				3 952
Emprunts bancaires	28 483	2 515	(4 417)		63	26 644
Instruments de couverture de taux	160			(51)		109
Dettes sur location financement	3 172	1 166	(919)		14	3 433
Total dettes financières non courantes	35 755	3 693	(5 336)	(51)	77	34 138

Dettes financières courantes

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2014	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Juste valeur	Autres	30 juin 2015
Emprunts bancaires	10 713	1 480	(5 506)	4 399		151	11 237
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	2 200		(1 597)				603
Instruments de couverture de taux	80				(17)		63
Mobilisation de créances	2 118	9 050				113	11 281
Autres emprunts et dettes assimilées	289		(21)	18		21	307
Dettes sur location financement	1 991	127	(1 107)	919		14	1 944
Intérêts courus sur emprunt	250	196	(245)				201
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	17 641	10 853	(8 476)	5 336	(17)	299	25 636
Découverts bancaires	1 981	285				30	2 296
Total dettes financ. courantes	19 622	11 138	(8 476)	5 336	(17)	329	27 932

Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Augmentation des dettes financières non courantes	3 693	1 739
Augmentation des dettes financières courantes	10 853	7 346
Retraitement de la variation des intérêts courus	(196)	(221)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	(1 293)	(585)
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	13 057	8 279
Diminution des dettes financières courantes	(8 476)	(7 006)
Retraitement de la variation des intérêts courus	245	295
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(8 231)	(6 711)

6.11. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Avantages au personnel	Autres	Total
Au 31 décembre 2014	3 202	3 113	517	6 832
Enregistré au compte de résultat	(185)	(20)	15	(190)
Enregistré en capitaux propres*		(481)	(96)	(577)
Différences de change	74	233	(78)	229
Au 30 juin 2015	3 091	2 845	358	6 294

* Le montant enregistré dans la colonne « autres » comprend 79 K€ d'impôt différé lié à l'ajustement d'ouverture lié à la première application d'IFRIC 21.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Impôts différés actifs	8 142	8 566
Impôts différés passifs	(1 848)	(1 734)
Impôts différés nets	6 294	6 832

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Rappel de l'impôt comptabilisé au résultat	(190)	117
Impôt reclassé sur activités abandonnées		1
Impôts différés au compte de résultat	(190)	118

6.12. PROVISIONS POUR AVANTAGES AUX SALARIES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Valeur nette comptable à l'ouverture	16 293	15 470
Coût des services rendus (service cost)	334	491
Coût fin. sur avantages au personnel (interest cost)	288	499
Ecarts actuariels reconnus en capitaux propres	(2 451)	872
Cotisations versées	(850)	(1 982)
Ecart de conversion	1 169	842
Variation de périmètres		101
Valeur nette comptable à la clôture	14 783	16 293

6.13. AUTRES PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Restruct.	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2014	11 879	493	7 548	19 920
Provisions supplémentaires	2		2 177	2 179
Reprises	(168)	(32)	(2 170)	(2 370)
Variation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	78			78
Ecart de conversion	472		2	474
Au 30 juin 2015	12 263	461	7 557	20 281

(1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du Groupe

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Non courant	14 612	14 296
Courant	5 669	5 624
Total	20 281	19 920

6.14. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Dettes fournisseurs	51 566	56 980
Avances et acomptes reçus sur commandes	404	409
Dettes sociales	9 528	10 069
Dettes fiscales	13 781	12 683
Autres dettes	5 131	3 464
Total	80 410	83 605

6.15. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	1er Semestre 2015	1er semestre 2014
Stocks et en cours	(2 575)	1 757
Clients et autres débiteurs	5 681	5 668
Autres actifs long terme		1
Autres actifs courants	619	122
Sous total	3 725	7 548
Fournisseurs et autres créditeurs	5 236	(1 785)
Autres passifs long terme	29	(101)
Autres passifs courants	543	80
Sous total	5 808	(1 806)
Besoin en fonds de roulement	9 533	5 742

6.16. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	-	324
Investissement en titres consolidés	-	(378)
Impact des entrées de périmètre	-	(54)
Trésorerie cédée lors des sorties de périmètre	-	-
Désinvestissement en titres consolidés	-	-
Impact des sorties de périmètre	-	-
Total des incidences de périmètre	-	(54)

Au 30 juin 2014, les incidences de variation de périmètre concernaient essentiellement l'entrée de la société SIGENCI dans le Groupe.

Les sociétés EPC Belgique et Dynarol ont fusionné en date du 1^{er} janvier 2015.

6.17. ENGAGEMENTS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Avals et cautions	8 974	9 600
Hypothèques et nantissements	7 555	7 400
Autres	86	86
Total des garanties données	16 615	17 086

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Avals et cautions	2 244	2 240
Total des garanties reçues	2 244	2 240

La ligne Avals et Caution concerne principalement les cautions de marché.

Contrats de location simple – Preneurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Preneurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

Contrats de location simple – Bailleurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Bailleurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

7.1. CONTROLE

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques, EPC, détenue à plus de 66,67% par EJ Barbier qui publie des états financiers.

7.2. RELATION AVEC LES FILIALES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, actionnaire majoritaire d'EPC SA ;
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Au cours du premier semestre 2015, les relations entre le Groupe EPC et les sociétés liées sont restées en ligne avec la progression de l'activité. Aucune transaction inhabituelle, par sa nature, n'est intervenue au cours de cette période.

8. ABANDONS D'ACTIVITES

Résultat net des activités abandonnées

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
BFMS (note 8.1)	-	(18)
Nitrokemfor Services (note 8.2)	-	-
EEI (note 8.3)	(24)	(33)
STIPS TI et ses filiales (note 8.4)	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(24)	(51)

8.1. ARRET DES ACTIVITES DE BFMS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	-	(14)
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	(4)
Résultat net des activités abandonnées	-	(18)

8.2. ARRET DES ACTIVITES DE NITROKEMFOR SERVICES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	-	-
Produits (charges) financiers, nets	-	(1)
Impôt sur les résultats	-	1
Résultat net des activités abandonnées	-	-

8.3. ARRET DES ACTIVITES DE EEI

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(24)	(33)
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(24)	(33)

8.4. STIPS TI

Le Groupe a eu à subir en 2008 la faillite d'une de ses filiales la société STIPS TI.

Comme déjà mentionné dans le rapport 2013, le 26 octobre 2011, EPC SA et sa filiale Démokrite ont été assignées devant le Tribunal de Grande Instance de Thionville avec les anciens dirigeants des sociétés STIPS TI et U2C, qui sont en liquidation judiciaire depuis le 15 octobre 2008, par le liquidateur de celles-ci.

Le liquidateur a évalué l'insuffisance d'actif à une somme comprise entre 45 et 50 millions d'€. Dans le cadre de la procédure collective le Groupe EPC a produit pour 15 042 177 € de créances. Ces créances sont intégralement provisionnées depuis le 31 décembre 2008.

Les assignations reprochent essentiellement à EPC SA et Démokrite un prétendu soutien abusif. EPC SA et Démokrite estiment, au contraire, avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef. Elles considèrent que les prétentions, tardives, formulées par le liquidateur de STIPS TI et U2C sont dénuées de fondement. Ses demandes n'ont donc pas fait l'objet de provision particulière dans les comptes du Groupe.

A la suite des plaintes de STIPS TI et du Groupe EPC, au cours du premier semestre 2012, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten ainsi que STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ensemble des parties ont demandé et obtenu, par deux jugements du 22 novembre 2012 de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Thionville, un sursis à statuer dans l'attente d'une décision définitive sur le volet pénal de l'affaire résultant de l'ouverture de l'information judiciaire.

L'ouverture de cette information judiciaire et le sursis à statuer confortent la position d'EPC et DEMOKRITE qui estiment avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier.

9. Activités destinées à être cédées

Néant

10. Événements post clôture

Le Groupe EPC à travers sa filiale EPC France a signé en août 2015 un contrat d'une valeur estimée à 13 M€ pour la réalisation d'une prestation complète de forage minage sur une importante mine située en Nouvelle-Calédonie.

Cette commande est intéressante d'un point de vue technique. Elle permet la mise en œuvre de la dernière technologie d'unité mobile de fabrication (UMFE) reposant sur le procédé « Multi-Energies ». Ce concept innovant du Groupe EPC permet d'adapter la quantité et la densité des explosifs fabriqués sur site en temps réel, aux besoins du gisement et de l'exploitant. L'objectif est d'améliorer la qualité du minage et donc la productivité globale de la mine.

La durée du contrat est de 3 ans. EPC France intégrera dans ses équipes les compétences locales (salariés et entreprises néo-calédoniennes partenaires). Cette organisation permet de maximiser les retombées pour l'économie de l'île et les communautés, tout en apportant le meilleur niveau technologique.

**Attestation du responsable du rapport semestriel
d'activité**

Paris le 28 Septembre 2015,

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2015 du Groupe EPC sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président Directeur-général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand

**SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS
CHIMIQUES**

**Rapport des Commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2015**

(Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire au comptes
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

ACE Audit
Commissaire aux comptes
5, Avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015

(Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015)

Aux Actionnaires

SOCIETE ANONYMES D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

61 rue Galilée

75008 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 8.4 relative au suivi de l'assignation d'EPC SA et sa filiale Demokrite par le liquidateur judiciaire STIPS TI.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 28 septembre 2015

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ACE Audit

Thierry Charron

François Shoukry